

**Lutte contre le terrorisme - Réunion  
informelle de l'Assemblée générale  
sur la réforme de l'architecture du  
contre-terrorisme aux Nations unies  
- Intervention du représentant  
permanent de la France auprès des  
Nations unies**

(New York, 22 février 2017)

Monsieur le Secrétaire général,

Monsieur le Président,

Permettez-moi tout d'abord de vous remercier chaleureusement de nous donner ainsi l'occasion d'échanger ensemble sur un sujet aussi important que l'architecture du contre-terrorisme aux Nations unies. Vous le savez, la lutte contre le terrorisme est une priorité de tout premier plan, une priorité de sécurité nationale pour la France.

En complément du discours qui sera prononcé par l'Union européenne, auquel la France souscrit pleinement, je souhaiterais formuler trois observations.

Tout d'abord, il est important de souligner que d'importants progrès ont été effectués au cours des dix dernières années en matière de lutte contre le terrorisme.

Les Nations unies jouent aujourd'hui un rôle majeur dans de nombreux domaines : la création de normes et le suivi de leur mise en oeuvre par les États ; l'analyse de la menace terroriste dans toutes ses dimensions ; l'identification des lacunes et des besoins en matière de renforcement des capacités et désormais la prévention de l'extrémisme violent. Nous ne partons donc pas d'une feuille blanche, il y a déjà un acquis, il y a déjà des progrès sur lesquels nous pouvons construire.

Pour autant, et c'est ma deuxième remarque, il y a aujourd'hui une perception, de plus en plus largement partagée, que nous pouvons faire plus et surtout mieux.

Faire plus encore face à une menace terroriste qui ne cesse d'évoluer, ce qui exige que nous adaptions notre réponse. Faire mieux en matière d'orientation stratégique, de coordination interne et de visibilité des Nations unies vis-à-vis des acteurs extérieurs.

C'est cette volonté forte et sincère d'améliorer le système, de le rendre plus performant, qui a

guidé la France lors des négociations relatives à la stratégie antiterroriste mondiale en juin dernier et qui continue de nous animer.

Dans ce contexte, la France se réjouit que vous ayez décidé, Monsieur le Secrétaire général, de vous saisir de cette question aussi rapidement à votre arrivée. Votre proposition de créer un bureau du contre-terrorisme dirigé par un coordinateur de haut-niveau répond pleinement aux préoccupations que nous avons exprimées par le passé. Et nous sommes prêts à vous soutenir dans vos efforts pour faire de cette réforme un succès.

Enfin, je voudrais terminer en soulignant l'importance de prendre pleinement en compte la dimension préventive.

Le plan d'action de votre prédécesseur avait formulé des recommandations précises, très utiles, sur les moyens à mettre en oeuvre pour prévenir la radicalisation menant au terrorisme. Et nous savons combien la prévention est pour vous une priorité.

C'est dans cet esprit que, en France, nous avons élaboré un plan de prévention et de lutte contre la radicalisation qui comprend de nombreuses mesures à mettre en oeuvre par toutes les branches de l'administration, en lien étroit avec la société civile.

Nous espérons que cette réorganisation de l'architecture du contre-terrorisme sera l'occasion de poursuivre les efforts engagés dans le sens de la prévention et nous nous réjouissons de voir que cela figure clairement dans votre proposition.

Soyez donc assuré, Monsieur le Secrétaire général, du plein et entier soutien de la France à vos efforts.

Je vous remercie./.